



**PRÉFET
DE SAÔNE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

Bureau de la réglementation
et des élections

ARRÊTÉ

Arrêté préfectoral de mise en demeure

N° DCL-BRENV- **2026-72-1**

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES LE GRAND CHAROLAIS

SIREN : 200 071 884 00023

Siège administratif :

32 rue Louis Desrichard

71600 PARAY-LE-MONIAL

Site d'exploitation

Rue du Gué Léger

71600 PARAY-LE-MONIAL

AIOT : 0025300007

**Le préfet de Saône-et-Loire
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite**

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6 à 8, L.172-1 et suivants, L.511-1 et L.514-5 ;

Vu le code de justice administrative ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 03/3858-2-3 du 23 décembre 2003 autorisant la communauté de communes de Paray-le-Monial à exploiter une déchetterie sur le territoire de la commune de Paray-le-Monial ;

Vu l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 2013220-0010 du 8 août 2013 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement établi suite à la visite d'inspection du 3 décembre 2025 transmis à l'exploitant par courrier du 21 janvier 2026 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté transmis le 21 janvier 2026 à l'exploitant en application de l'article L.171-6 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant du 4 février 2026 sur le projet d'arrêté précité ;

Considérant que l'article L.171-8 du code de l'environnement dispose que « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets,

dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;

Considérant que le §IV de l'article 7.3.1 de l'arrêté préfectoral du 8 août 2013 susvisé stipule : « Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. [...] »

Considérant que l'établissement ne comporte aucun dispositif (absence de vannes de barrages et d'une aire présentant un volume satisfaisant) permettant de mettre sur rétention l'ensemble du site, ce qui est une non-conformité au point IV de l'article 7.3.1 de l'arrêté préfectoral du 8 août 2013 susvisé ;

Considérant que l'article 8.1.3.1 de l'arrêté préfectoral du 8 août 2013 susvisé stipule : « Lorsque le quai de déchargement des déchets est en hauteur, un dispositif anti-chute adapté est installé tout le long de la zone de déchargement. Sur les autres parties hautes du site, comme la voie d'accès à la zone de déchargement, un dispositif est mis en place afin d'éviter notamment la chute de véhicules en contre bas. [...] » ;

Considérant que les dispositifs pour prévenir les risques de chutes sont insuffisants, ce qui est une non-conformité à l'article 8.1.3.1 de l'arrêté préfectoral du 8 août 2013 susvisé ;

Considérant que l'article 9.2.2 de l'arrêté préfectoral du 8 août 2013 susvisé impose que l'autosurveillance des eaux pluviales (EP 1) soit assurée par l'exploitant pour l'ensemble des paramètres définis aux articles 4.3.6 et 4.3.9, à fréquence annuelle ;

Considérant que l'exploitant n'a réalisé aucune autosurveillance des eaux pluviales (EP1) depuis la notification de l'arrêté préfectoral du 8 août 2013 susvisé, en non-conformité avec son article 9.2.2 ;

Considérant que l'article 9.2.3 de l'arrêté préfectoral du 8 août 2013 susvisé impose pour l'autosurveillance des niveaux sonores qu'une mesure de la situation acoustique soit effectuée tous les 3 ans par un organisme ou une personne qualifiée ;

Considérant que la dernière mesure de la situation acoustique date de 2015 en non-conformité avec les exigences de l'article 9.2.3 de l'arrêté préfectoral du 8 août 2013 susvisé ;

Considérant que face à ces manquements il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la communauté de communes Le Grand Charolais de respecter les prescriptions des articles 7.3.1, 8.1.3.1, 9.2.2, 9.2.3 de l'arrêté préfectoral du 8 août 2013 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire ;

ARRÊTE

Article 1 - Objet

La communauté de communes Le Grand Charolais, exploitant une installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, dans son établissement situé lieu-dit « Le gué Léger » sur le territoire de la commune de Paray-le-Monial, est mise en demeure de respecter les prescriptions :

- de l'article 8.1.3.1 de l'arrêté préfectoral du 8 août 2013 susvisé, **dans un délai de 12 mois** ;
- de l'article 9.2.2 de l'arrêté préfectoral du 8 août 2013 susvisé, **dans un délai de 3 mois** ;
- de l'article 9.2.3 de l'arrêté préfectoral du 8 août 2013 susvisé, **dans un délai de 3 mois** ;
- du point IV de l'article 7.3.1 de l'arrêté préfectoral du 8 août 2013 susvisé, en :

- étudiant une solution permettant d'assurer la rétention des éventuelles eaux d'extinction sur le site, dans un délai de 6 mois. Le volume minimum de cette rétention sera déterminé conformément au document technique D9A ;
- mettant en place la solution choisie dans un délai de 12 mois.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2 - Sanction

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - Mesure de publicité

Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la communauté de communes Le Grand Charolais.

Article 4 - Exécution

Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, M. le sous-préfet de Charolles, M. le maire de la commune de Paray-le-Monial, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions de présent arrêté dont copie leur est faite.

Mâcon, le 13 MARS 2026

Le préfet

Pour le préfet,
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire
Flora SEGUIN

Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Dijon :

1. Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a. L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b. La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Aucune de ces voies de recours ne suspend l'application des dispositions du présent arrêté.

